Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Parait le mercredi **N° 22 - NOUVELLE SERIE - 5e ANNEE 24 AVRIL 1968** **PRIX : 1 F**

En Tchécoslovaquie

LIBERALISATION

OU

OCCIDENTALISATION

(Voir page 2)

Les Étudiants Allemands en lutte pour la liberté

LES manifestations des étudiants allemands, à la suite de la tentative d'assassinat contre Rudi Dutschke, militant en vue d'une organisation d'étudiants socialistes de gauche, ont surpris l'opinion tant par leur ampleur — des milliers de manifestants dans une dizaine de villes — que par leur violence.

Vu d'ici, cela peut paraître un peu incompréhensible, d'autant plus que la classe ouvrière allemande reste à l'écart.

Parmi les travailleurs français, nombreux sont donc ceux qui désapprouvent et ces étudiants et leurs manifestations de colère, quand ils ne les méprisent pas.

Ceux qui pensent cela sont bien injustes et bien inconscients. Il n'y a pas si longtemps, il n'était pas rare d'entendre condamner l'ensemble du peuple allemand pour les crimes nazis.

Aujourd'hui où une fraction de la jeunesse prend conscience de la situation réelle d'un pays où le Part Communiste est interdit alors que les néo-nazis du N.P.D. peuvent recruter et faire leur propagande en toute liberté et même présenter des députés au Parlement, c'est à cette jeunesse que l'on reproche de crier et de faire savoir comme elle le peut qu'elle ne veut pas revoir l'époque du nazisme.

Est-ce sa faute à elle si personne, et en particulier la classe ouvrière allemande, ne s'oppose réellement à la montée des forces de droite en Allemagne ?

(Suite page 4)

LE CHOMAGE et ses experts !

(Voir page 7)

La ruée sur les petites annonces est un des signes de ce chômage qui s'accroît. (Photo V.O.)

AU PARLEMENT

COMMENT LA FEDERATION PART EN GUERRE CONTRE LE GOUVERNEMENT

(Voir page 5)

A POINTE-A-PITRE : Justice est faite !

LES ASSASSINS N'ONT PAS ÉTÉ INQUIÉTÉS

JUGEMENT a été rendu dans le procès des 25 Guadeloupéens inculpés à la suite des combats de rue à Pointe-à Pitre les 26 et 27 mai derniers : 8 relaxes, des peines de prison avec sursis, et cinq peines de prison ferme, supérieures à la prévention.

« Jugement modéré » a souligné la presse, comparant les condamnations actuelles à celles prononcées il y a quatre mois, lors du procès des Guadeloupéens inculpés à la suite des manifestations de Basse-Terre, en mars dernier. 29 Antillais avaient été inculpés, 27 avaient été condamnés à des peines de prison ferme, alors que le raciste blanc contre lequel les manifestations étaient dirigées n'était pas poursuivi (par prudence, il s'était enfui quand la population de Basse-Terre était descendue dans la rue).

A Pointe-à-Pitre lors du procès, la population avait pris, toute entière, la défense des inculpés, durant tout le procès, elle occupa les abords du tribunal, le commissaire principal de la ville, le responsable de la tuerie de mai dernier, n'osa pas comparaître, disparut, réapparut avec un certificat médical, fut disqualifié... Les témoins, les uns après les autres, accumulèrent les faits prouvant que certains inculpés n'étaient pas en ville ce jour-là, prouvant la sauvagerie des troupes armées, éclairant l'étendue de la tuerie. A l'intérieur, à l'extérieur du tribunal, les Antillais s'étaient transformés en accusateurs.

Et c'est dans cette mobilisation de la population qu'on pourrait bien trouver la raison de la « modération » que souligne la presse.

Cependant, pendant dix mois, ceux que le tribunal lui-même a reconnus innocents, ceux à qui il a accordé le sursis, ont été maintenus en prison, et qu'elle soit baptisée préventive ne change rien aux conditions déplorables dans lesquelles ils furent enfermés. Pendant dix mois, ils ont été enfermés pour la simple raison qu'ils sont des militants se fixant pour but la liberté de leur pays, la fin de la domination française !

Quant à ceux qui ont été condamnés à des peines de prison ferme, il a bien été précisé qu'il s'agissait de « droit commun » dont le casier judiciaire n'aurait pas été vierge. Ceux-là ont été condamnés sous l'inculpation d'incendie de voitures ; de destructions et de vols.

Le tribunal les a frappés de peines allant jusqu'à 18 mois de prison.

Si l'on suit les juges dans leur dextérité à châtier les voleurs, pillards et assassins, de quelles peines faudrait-il frapper les gros usiniers qui ont volé les terres des

(Suite page 8)

Il y a 25 ans l'insurrection du ghetto de Varsovie

(Voir page 8)

EN U.R.S.S. : LE DURCISSEMENT DU RÉGIME A L'ÉGARD DES INTELLECTUELS

LA Cour suprême de la République Fédérative de Russie vient de confirmer en appel le verdict prononcé le 12 janvier dernier contre quatre jeunes intellectuels soviétiques. Ceux-ci, Guinzbourg, Galanskov, Dobrowlsky et Lachkova subiront donc de un à sept ans de privation de liberté.

Le simulacre du procès d'appel, tenu à huis-clos en l'absence non seulement des journalistes mais des accusés eux-mêmes, se place dans le contexte d'un durcissement du régime vis-à-vis des intellectuels. Ce durcissement est la réponse de la bureaucratie soviétique aux manifestations de mécontentement, aux protestations plus ou moins ouvertes des intellectuels depuis la condamnation de Siniavsky et de Daniel.

La vague de répression actuelle a été déclenchée par le récent discours de Brejnev devant les cadres du parti à Moscou à la fin du mois de mars.

S'attaquant aux intellectuels « neutres » ou « passifs » le premier secrétaire a lancé de violentes diatribes contre les « gens désireux de se faire de la publicité non pas en travaillant pour leur pays, mais en employant tous les moyens politiques douteux jusqu'aux éloges de nos adversaires idéologiques ».

« Ces gens hypocrites » — devait-il ajouter — « ces renégats ne peuvent pas compter sur l'impunité. Le parti punira sévèrement les contrevenants à la discipline du parti et de l'Etat sans tenir compte de leurs services antérieurs ».

Le pseudo-poète Mikhailov qui a gagné ses lauriers artistiques au sein de l'Union des Ecrivains par son obéissance à toute épreuve aux directives du régime, a pris la relève du premier secrétaire. Secondé par d'autres manieurs de plume dont les œuvres littéraires se limitent peu ou prou à des dénonciations contre les écrivains qui s'écartent un tant soit peu de la ligne officielle, il a lancé de violentes critiques contre ceux de ses confrères qui avaient, à l'époque, protesté contre la condamnation de Guinzbourg et de ses compagnons. Ces derniers « ne sont pas des écrivains — proclame-t-il — mais de la racaille ordinaire ».

Ces attaques, officialisées par le dernier plénum du Comité Central qui a axé ses travaux sur « la lutte intransigeante contre l'idéologie ennemie » ont déjà abouti à l'exclusion du Parti de plusieurs dizaines d'écrivains et de savants. Les exclusions du parti sont d'ailleurs accompagnées de mutations ou de radiations des organismes professionnels, ce qui, en U.R.S.S., équivaut à l'interdiction de poursuivre une activité littéraire ou artistique autrement que clandestinement.

Certes, quant au fond, l'attitude de la bureaucratie vis-à-vis des intellectuels n'a rien de nouveau. Les seules qualités que les maîtres du Kremlin savent apprécier en matière de comportement intellectuel est la souplesse d'échine, la lâcheté et la capacité de mentir au gré des désirs officiels. Dans un certain sens, les intellectuels exclus du Parti s'en tirent à bon compte par rapport à leurs semblables du temps de Jdanov, ou même aux années où le camp de concentration pouvait passer pour une sanction clémente.

Il n'en reste pas moins que la bureaucratie semble vouloir mettre un terme à cette toute relative mansuétude en laquelle certains, satisfaits de bien peu de chose, ont voulu voir un « dégel », un « libéralisme ».

L'effervescence dans les Démocraties populaires, en Tchécoslovaquie en particulier, a certainement joué un rôle important dans l'attitude des bureaucrates russes vis-à-vis de « leurs » intellectuels.

Elle peut constituer et elle constitue sans doute déjà un exemple pour les intellectuels soviétiques. Or, la bureaucratie soviétique ne peut pas s'en prendre ouvertement et sans équivoque à ce qu'elle considère comme une dangereuse libéralisation à Prague, sans s'en prendre au régime tchèque lui-même. C'est un choix qu'elle peut faire, mais cela signifierait la rupture avec la Tchécoslovaquie. Apparemment, Moscou n'y est pas prêt, tout au moins pas encore. Mais cette attitude clémente par rapport à Dubcek et. par conséquent, par rapport au relâchement qui se fait sous son autorité, est le meilleur encouragement pour les intellectuels soviétiques.

Cependant si les bureaucrates russes n'ont que très partiellement prise sur ce qui se passe à Prague, ils tiennent à montrer qu'ils ne sont pas prêts à tolérer quoi que ce soit de semblable dans leur propre pays. pays.

La moindre liberté d'expression accordée, quel que soit l'usage qui en est fait, aboutit à la remise en cause du régime tel qu'il est. Tout au plus, a-t-on pu autoriser pendant une période les Evtouchenko à dire en vers —et encore sous une forme moins virulente — ce que les Krouchtchev ont pu dire sur les « abus » de Staline.

Il est même probable qu'au fur et à mesure que les Démocraties Populaires prennent leurs distances vis-à-vis de Moscou, au fur et à mesure qu'en suivant la pente naturelle de leur évolution elles se rapprochent du camp occidental, la bureaucratie se sentant plus isolée réagisse plus violemment, plus durement contre ceux qui tentent de mettre en cause sa gestion de la société ou même qui la critiquent aussi tièdement que cela soit.

Bureaucratie et libéralisation sont incompatibles.

La répression de la bureaucratie contre les intellectuels apporte un démenti brutal à ceux qui se leurrent et leurrent les autres sur la graduelle démocratisation (et pourquoi pas, la disparition) d'une caste parasitaire que seule une révolution pourrait abattre.

G. KALDY.

TCHÉCOSLOVAQUIE : Libéralisation ou Occidentalisation

LA Tchécoslovaquie « libéralise » à tour de bras. C'est du moins ce qu'on pourrait en conclure d'après les commentaires de presse et de la radio sur les récentes mesures prises par la clique Dubcek. Qu'en est-il en fait de « libéralisation ? »

Tout d'abord, le « Conseil économique » que le gouvernement vient de former, s'assigne pour but de développer les relations commerciales avec les pays d'Europe de l'Ouest, après avoir souligné que les échanges avec l'U.R.S.S. étaient en nette diminution...

C'est ce qui ressortait également de l'émission en duplex Paris-Prague à la télévision, le mardi 16 avril, où les personnalités tchèques interrogées affirmaient que la Tchécoslovaquie ne pouvait se concevoir que dans un cadre « européen », que le commerce avec les pays de l'Europe occidentale était une chose nécessaire aux uns comme aux autres, etc.

Mais les attaches de Prague avec Moscou sont trop fortes pour que les puissances occidentales puissent prendre pour argent comptant les déclarations d'intention des Cernik et consorts. De cela, les dirigeants de Prague sont d'ailleurs bien conscients. Aussi veulent-ils donner aux pays occidentaux des gages de leur bonne foi, autres que des discours sur « l'unité » de l'Europe.

C'est ainsi qu'on réhabilite toutes les victimes « communistes et non-communistes » de l'arbitraire stalinien en Tchécoslovaquie, on fait des « révélations » sur le procès Slansky, qui aurait été orchestré par les agents de Béria. Bref, on condamne les erreurs du passé, en rejetant la faute sur Staline et ses agents...

Mais on ne se contente pas à Prague de vouloir rompre moralement avec un passé encore tout récent, on veut aussi montrer que cette ère nouvelle de « démocratie » a des points de ressemblance avec la « démocratie » des pays de l'Ouest.

Ainsi, les membres du Parlement qui ont élu leur nouveau président ont « démocratiquement » voté à 63 % pour Smrkowsky, représentant la tendance Dubcek, seul candidat du reste à ce poste.

Evidemment cela change des scrutins où le candidat était élu à 99 % et quelques des voix... C'était, à l'époque, une autre forme de démocratie, sans doute.

Mais ce qui est peut-être le plus surprenant dans les changements survenus en Tchécoslovaquie, c'est la grande « libéralisation » opérée dans le clergé. On peut même dire que jusqu'à présent, c'est la seule fraction de la population qui ait bénéficié réellement d'une « libéralisation ».

On voit l'évêque de Prague encenser le nouveau gouvernement dans son sermon du dimanche de Pâques, tandis que les séminaires auront désormais le droit de recruter sans limitations et que les malheureux prêtres qu'on obligeait jusqu'alors à travailler en usine pourront exercer leur ministère en toute liberté.

Si le gouvernement Cernik a pris des mesures aussi spectaculaires vis-à-vis du clergé, cela montre tout d'abord sa volonté de renouer avec les pays de l'Ouest. Cela ne lui coûte pas grand-chose et peut lui ouvrir quelques portes, au moins celles du Vatican...

Mais la liberté accordée aux curés montre que Dubcek ne « libéralise » pas n'importe qui. Le fait que le parti socialiste bénéficie de la possibilité de recruter et de s'exprimer librement va dans le même sens.

Il s'agit de gages donnés sur la droite du régime, pour rassurer l'Occident.

Le nouveau régime, c'est peut-être la liberté pour les curés de s'exprimer comme ils veulent mais ce n'est apparemment pas la liberté pour la classe ouvrière d'en faire autant. Même dans les sphères dirigeantes cette « liberté » est restreinte. On ne libéralise pas au point de présenter plus d'un seul candidat à la fonction de Président du Parlement.

En fait de libéralisation, il s'agit bien plutôt pour les classes privilégiées tchèques de se mettre au diapason de leurs voisins occidentaux pour se faire accepter parmi eux. Les récentes mesures le montrent bien. Et c'est évidemment cela qui remplit d'aise nos journalistes « démocrates ».

L. TOURFAN.

Frantisek Tomasek à son arrivée à Rome. C'est le nouveau curé en chef de l'Eglise tchécoslovaque qui vient expliquer au Pape le sens des transformations du régime. (Photo U.P.I.)

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 6 MAI

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage. 20 h 30
sur le sujet suivant :

ROUMANIE
POLOGNE
TCHÉCOSLOVAQUIE

QUE SE PASSE-T-IL DANS LES DÉMOCRATIES POPULAIRES ?

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

PERMANENCES

★ **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, **le samedi de 16 h à 20 h,** 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi, 17 h 30 à 19 h.

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare), **tous les jeudis de 17 h 30 à 18 h 30.**

ARGENTEUIL. — « Café de Paris » 102, rue Paul-Vaillant-Couturier. **Tous les mardis de 18 h 45 à 19 h 45.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché). **Vendredi, de 18 h à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro » (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi** de 18 h à 19 h 30.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), **le samedi, de 17 h à 20 h.**
— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**
— Café de l'Europe, 125, avenue Jean-Jaurès, Lyon-7e, **le jeudi de 17 à 18 heures.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**
— « Bar du Pont », rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**
— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 h.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis,** de 16 h à 17 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ORLEANS. — Café - Bar de la Madeleine, 16, rue Porte de la Madeleine (en face de l'hôpital). **Tous les mercredis de 18 h à 19 h.**

SAINT-CHAMOND. — Au « Bon Accueil » (J. Jacquet), 6, rue Saint-Etienne, **tous les jeudis de 18 à 19 heures.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », **place du Vieux-Marché, tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, **tous les jeudi de 14 h 30 à 15 h 30.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café Allemann, **le vendredi, 26 avril, de 12 h à 13 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis,** de 18 h à 19 h 30.

LA GUERRE DU VIETNAM ET LES CHANCES DE LA PAIX

IL est décidément beaucoup plus difficile de faire la paix que de faire la guerre. Plus de trois semaines après la déclaration de Johnson, le lieu propice aux négociations n'a toujours pas été trouvé. Pourtant les U.S.A. avaient affirmé il y a déjà plusieurs mois qu'ils étaient prêts à « envoyer leurs représentants n'importe où, n'importe quand pour discuter des moyens de mettre fin à la guerre ».

Le gouvernement U.S. a refusé l'offre immédiate de Phnom Penh avancée par Hanoï car a-t-il affirmé il n'y a pas d'ambassade américaine au Cambodge. Cet argument juridique est d'autant plus savoureux qu'il y a quelques semaines à peine les Américains envisageaient sérieusement d'étendre le droit de poursuite au Cambodge. Comme quoi franchir une frontière les armes à la main pose infiniment moins de problèmes internationaux qu'une rencontre officielle autour d'une table de négociations. Pour d'autres raisons beaucoup plus officieuses Varsovie seconde ville proposée par Hanoï n'a pas, jusqu'à ce jour, été acceptée. En effet Johnson vient d'entourer les négociations de nouvelles conditions : des représentants sud-vietnamiens et sud-coréens devraient prendre place aux côtés des Etats-Unis dans les pourparlers. Mais Hanoï pourrait par l'intermédiaire du gouvernement polonais contrarier ce projet en leur faisant refuser tout simplement leur visa d'entrée.

En guise de réponse les Etats-Unis viennent de proposer dix lieux de rencontres possibles. La liste a été en bloc refusée par Hanoï. Certains de ces pays ne sont pas neutres et la plupart n'ont pas d'ambassade nord-vietnamienne. Resterait Paris dont les Américains n'auraient pas parlé intentionnellement afin de réserver cette carte possible pour l'avenir : la joindre aux dix villes proposées, c'était l'englober dans le refus attendu. Car bien entendu le refus était attendu. Tous ces atermoiements ne font pas reculer la paix. Ils font partie de la négociation. Il ne s'agit pas de la preuve évidente de la mauvaise foi U.S. ou de la confirmation éclatante de l'hypothèse selon laquelle la déclaration de Johnson n'était qu'une manœuvre. En fait il s'agit plus simplement de poudre aux yeux, de gestes de propagande destinés au public américain et allié. Ceci joint aux déclarations de Westmoreland sur la situation militaire au Vietnam « qui n'a jamais été meilleure », aux spectaculaires opérations - bidons « Pégase » (« libération » de Khe Sanh) ou « victoire totale » autour de Saigon, ne fait que laisser pressentir sur quel pied les Américains veulent traiter.

Les Américains ont choisi de gagner la paix car la guerre s'était militairement et politiquement soldée par un échec. Echec que l'offensive du Têt avait mis en évidence. Pour atteindre leur objectif, empêcher que le Sud Vietnam ne bascule dans le camp « communiste » par des moyens militaires il aurait fallu doubler les forces américaines en hommes et en matériel, effort que l'opinion publique U.S. n'était pas près d'accepter dans les conditions actuelles (Cf le succès de la candidature de la paix : Mac Carthy). Le gouvernement U.S. a tiré les leçons de l'échec et conclu qu'il lui fallait tenter la carte de la paix. Une paix qui n'a rien à voir avec le retrait pur et simple des forces américaines. Une paix assortie de conditions telles qu'elle puisse garantir aux U.S.A. le non-engagement du Sud Vietnam et le containment du « camp communiste » en Asie. Pour ce faire les Américains disposent d'un incontestable moyen de pression : la possibilité de reprendre la guerre avec des moyens considérablement accrus si les négociations échouent et si l'échec peut être imputable, aux yeux de l'opinion américaine à l'intransigeance d'Hanoï. Si Hanoï ne traite pas avec Johnson, il risque d'avoir dans huit mois affaire à un Kennedy dix fois plus populaire et dix fois plus écouté par l'opinion publique U.S. Le gouvernement américain spécule sur ces délais pour imposer à Hanoï la paix la plus favorable à l'impérialisme U.S. Aussi n'est-ce pas en vaincu qu'il s'adresse au Nord Vietnam. Aussi n'est-il pas près, malgré la déclaration de Johnson de négocier n'importe où, n'importe quand et à plus forte raison n'importe comment. Washington ne veut pas de la paix à tout prix. Il n'en a pas besoin. S'il ne peut obtenir ce qu'il souhaite par la paix, il peut toujours intensifier la guerre, l'opinion américaine suivra si on lui a fait la démonstration concrète que la paix n'est pas « possible ».

Les Américains ont encore plusieurs mois devant eux avant les élections. Ils vont utiliser ce délai pour faire pression sur Hanoï. Que la paix se fasse ou ne se fasse pas sur un compromis « dicté » par les U.S.A., cela dépend en fait des Vietnamiens, de ce qu'ils sont prêts à accepter, de leur possibilité de poursuivre la guerre après que l'espoir de paix ait été soulevé, et en fin de compte du rapport de force sur le terrain militaire. Les bombardements U.S. au sud du 19e parallèle ont certes un but de propagande : montrer à Hanoï que la paix est à prendre ou à laisser mais qu'il faut se décider vite, mais ils ont aussi un autre motif, celui de démontrer la puissance et la présence militaire U.S. au Vietnam.

Les chances de la paix sont minces mais elles sont entières. La joute actuelle sur le lieu des négociations montre que les Etats-Unis ne sont pas au bout de leur rouleau et qu'ils entendent négocier en position de force. Derrière le bluff il y a les intentions bien réelles de l'impérialisme U.S. Mais a-t-il la force de les imposer ? La réponse ne dépend pas que de lui.

Michèle TOURNY

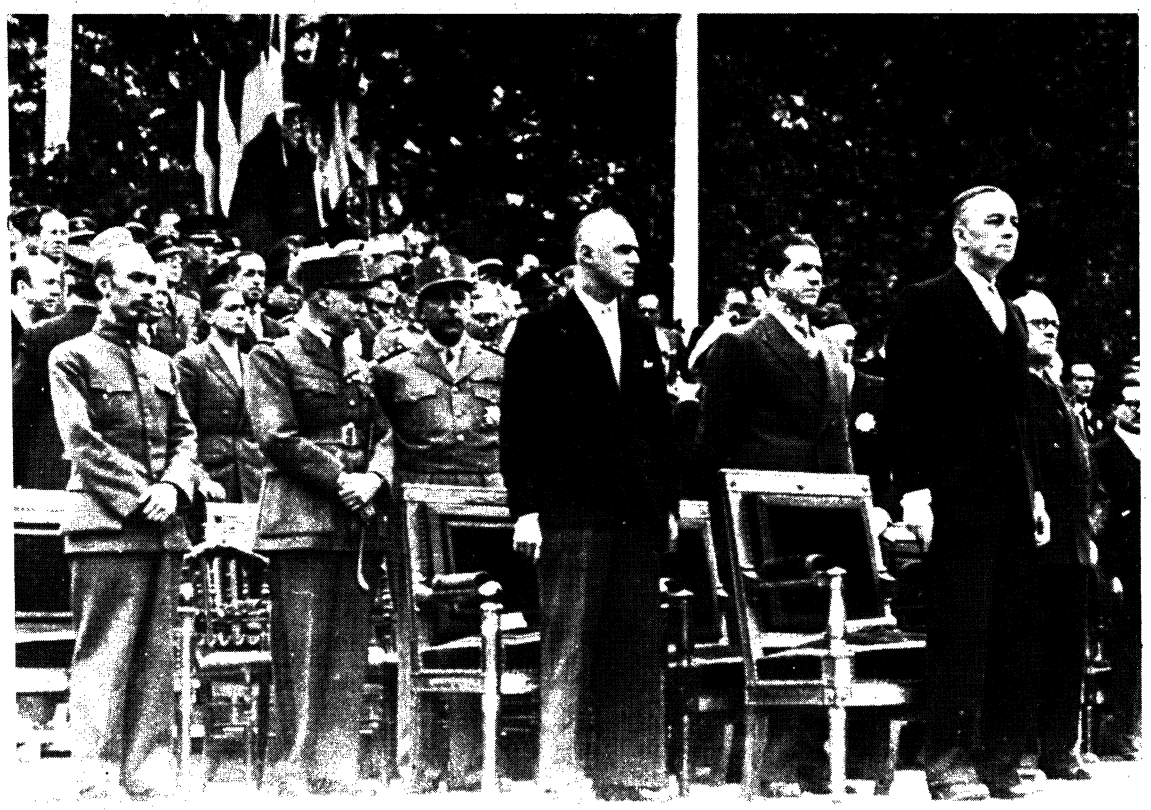


Photo d'archive : **En 1946, l'impérialisme français venait de reprendre pied en Indochine. Et Ho Chi Minh essayait désespérément de rechercher un compromis dont ni les militaires français, ni le peuple indochinois ne voulaient. On reconnaît sur cette photo de la tribune officielle du 14 juillet 1946 à Paris, de gauche à droite, mais dans le désordre sur le plan politique : Ho Chi Minh, le général Juin, le général de Lattre de Tassigny, Charles Tillon (ministre communiste... mais oui !), Edmond Michelet, un de ses collègues, Georges Bidault, premier ministre des deux autres et Vincent Auriol, président de leur république.** (Photo A.F.P.)

Au Cercle Léon Trotsky de Paris

"Où va Cuba ?"

"OU va Cuba ? », tel était le sujet du Cercle Léon Trotsky qui s'est tenu à Paris le 8 avril et auquel assistaient 750 personnes. En fait l'exposé fut essentiellement consacré à tenter de définir la nature de l'Etat cubain et, à partir de cette analyse, à montrer les limites de la révolution castriste.

La révolution qui porta Castro au pouvoir en janvier 1959 était le fait d'un mouvement paysan. L'organisation qui prit en main les rênes de l'Etat, l'Armée Rebelle, était une organisation de paysans encadrée par des intellectuels, c'est-à-dire petite-bourgeoise par sa composition et surtout les buts qu'elle s'assignait.

Certes Castro, forcé de choisir entre l'alliance avec l'impérialisme et les revendications et les intérêts immédiats des masses cubaines, a choisi le deuxième terme. C'est ce choix qui l'a amené à la rupture complète avec l'impérialisme et à donner ou à conserver une base populaire à son régime, base qui lui a d'ailleurs permis de résister aux pressions de toutes sortes des Etats-Unis. C'est pour ce choix que le soutien des révolutionnaires à Cuba, contre la réaction intérieure ou extérieure, est un devoir.

Mais ce choix politique n'a pas fait de l'Etat cubain un Etat ouvrier, contrairement à ce que prétendent certains.

Ce n'est pas la classe ouvrière ni une fraction de celle-ci qui a mené la lutte révolutionnaire, mais des éléments petits-bourgeois intellectuels ou paysans.

Ce n'est pas une organisation ouvrière qui a dirigé cette lutte mais une organisation qui n'était ni prolétarienne ni marxiste.

Jamais la classe ouvrière n'y a participé de façon indépendante, en tant que classe ayant des buts propres et notamment celui de prendre elle-même le pouvoir politique.

Jamais elle n'a participé aux organes du pouvoir qui d'ailleurs échappent à tout contrôle populaire, y compris celui de la classe sur laquelle Castro s'est appuyé pour parvenir au pouvoir, les paysans.

Enfin jamais cet Etat, même lorsqu'il déclare appuyer les mouvements révolutionnaires, principalement en Amérique latine n'a cherché à appuyer ou à promouvoir la lutte révolutionnaire du prolétariat international.

Et si cet Etat a effectivement nationalisé la totalité de l'industrie nationale c'est d'une part parce que la bourgeoisie cubaine était extrêmement faible, d'autre part parce que la rupture avec l'impérialisme ne lui a pas laissé le choix et qu'il a dû s'y résoudre simplement pour que l'économie du pays puisse subsister. Mais les nationalisations, surtout dans un pays sous-développé, ne peuvent pas être en soi un critère de socialisme, encore moins du caractère ouvrier de l'Etat.

Aussi de cette analyse pouvons-nous déduire les limites de la révolutions cubaine et surtout qu'elle ne se dirige pas et ne se dirigera pas dans le sens du socialisme puisque d'une part il ne peut être question de construire le socialisme dans un seul pays, à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'un petit pays sous-développé comme Cuba, et que, d'autre part, l'Etat cubain ne cherche pas à aider la révolution prolétarienne internationale, seule capable, elle, de bâtir le véritable socialisme, à l'échelle internationale.

Cette analyse, suscita, lors des interventions qui suivirent l'exposé, les critiques de camarades du P.C.I. ou proche, de lui, pour qui Cuba est un « Etat ouvrier ».

Leur analyse s'appuie sur différents critères : sur le fait que l'industrie est nationalisée, que le monopole du commerce extérieur a été institué, que la bourgeoisie a été éliminée mais aussi que les dirigeants de l'Etat cubain se réclament du socialisme et qu'ils soutiennent les mouvements de guerilla paysans en Amérique latine.

Leur analyse s'appuie surtout sur une certaine interprétation de la théorie de la « Révolution permanente » de Trotsky. Du fait que celui-ci a affirmé que la petite bourgeoisie était une classe qui oscillait perpétuellement entre les deux classes fondamentales de la société moderne, la bourgeoisie et le prolétariat, et qu'il proposait en conséquence une certaine stratégie à celui-ci, en se basant sur l'impuissance de la petite bourgeoisie à trouver une voie propre, ils déduisent de la réussite des révolutions petites-bourgeoises comme celle de Cuba qu'il y a eu « transcroissance » de la révolution paysanne en révolution prolétarienne. C'est là une conception « automatique » du processus révolutionnaire, se berçant de l'illusion que la transformation socialiste puisse être un processus inconscient, qui n'a rien à voir ni avec la pensée de Trotsky, ni avec celle de Marx.

Pour bombarder je vois bien où, mais pour négocier...

LUTTE DE CLASSE

N° 14 - Mois d'avril 1968

Au sommaire :

— LE VIETNAM :
UN MAUVAIS TERRAIN POUR LA GUERILLA DE L'EXTREME-GAUCHE CONTRE LE P.C.F.

— DU « VIETMINH » AU « VIETCONG »

La lutte actuelle des étudiants annonce-t-elle la renaissance du mouvement révolutionnaire allemand ?

SIGLE jusqu'alors hermétique, comme tant d'autres, les initiales « S.D.S. » ont en quelques jours accédé à la notoriété. Il est vrai que les manifestations des étudiants révolutionnaires allemands étaient par bien des aspects remarquables, surtout dans cette République Fédérale où l'anti-communisme fait figure de religion d'Etat.

Heurts violents avec la police, déclarations enflammées, drapeaux rouges déployés, il n'en fallait pas plus pour que certains, à gauche comme à droite, les uns avec enthousiasme, les autres avec effroi, aient voulu voir là la renaissance du mouvement révolutionnaire allemand.

Mais si les révolutionnaires du monde entier ne peuvent que se sentir profondément solidaires de la lutte des militants du S.D.S., ils doivent plus que tout se garder des illusions.

Le socialisme allemand occupa pendant près d'un siècle une position privilégiée dans le mouvement révolutionnaire international. L'Allemagne fut le berceau du marxisme. Le Parti Social-Démocrate de Bebel et de W. Liebknecht fut le plus puissant de tous les partis de la deuxième internationale, et celui que beaucoup de militants, et non des moindres (Lénine en fut) prirent longtemps comme exemple. Au lendemain de la révolution russe, l'Allemagne et son jeune Parti Communiste portaient les espoirs de l'extension de la révolution socialiste en Europe. Et jusqu'à la catastrophe de 1933, le Parti Communiste Allemand demeura le parti le plus important du Komintern.

Comme dans tous les autres pays, la dégénérescence de l'U.R.S.S. et de l'Internationale Communiste, après la faillite de la deuxième internationale, entraina l'Allemagne, et pour toute une période historique qui n'est pas encore terminée, la disparition du socialisme révolutionnaire, du moins en tant que courant influent.

Mais le mouvement socialiste allemand connut le pire sort, car la politique de trahison des dirigeants réformistes et la politique démente des dirigeants staliniens amenèrent la victoire du nazisme, l'extermination en masse des militants socialistes et communistes, et la fin de toute une tradition révolutionnaire.

C'est ainsi que l'Allemagne de l'après-deuxième guerre mondiale a pu devenir synonyme de conservatisme social. Le « Parti Communiste » (stalinien) y était quasi inexistant avant son interdiction et le Parti Social-Démocrate, qui s'est débarrassé de toute référence au socialisme, y joue plus le rôle du deuxième partenaire d'un système bipartite à l'américaine ou à l'anglaise, que d'un parti réformiste classique.

Face à cette situation, on ne peut certes que se réjouir de voir les jeunes militants du S.D.S. manifester sous les plis du drapeau rouge, et les portraits de Lénine, de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, même s'ils ne constituent et ne représentent qu'une petite minorité de la population. Mais de là à voir dans cette organisation la renaissance du mouvement révolutionnaire allemand, il y a un pas qu'il n'est pas possible de franchir.

Car ce qui distinguait le mouvement révolutionnaire allemand d'avant 1933, c'était avant tout sa nature ouvrière. Certes, les fondateurs du socialisme scientifique étaient, par leurs origines sociales, des intellectuels petits-bourgeois. Mais le marxisme affirmait précisément la nécessité, au sens le plus impératif du terme, de la fusion entre le mouvement socialiste et le mouvement ouvrier. Et Marx et Engels eux-mêmes s'attelèrent sans répit à cette tâche, de la « Ligue des Communistes » à la Deuxième Internationale.

Le mouvement révolutionnaire allemand, ce fut, de 1848 à 1933, à travers bien des vicissitudes et des organisations différentes, le maintien d'une même tradition fortement ancrée dans la classe ouvrière.

Le S.D.S., son nom même l'indique, est une organisation étudiante. Et qui plus est, l'attitude des travailleurs vis-à-vis de lui est bien plus souvent hostile que favorable.

Les militants du S.D.S. ne sont certes pas responsables de leurs origines sociales, pas plus qu'ils ne sont responsables de l'état d'esprit actuel du prolétariat allemand.

Et ils affirment même, dans leurs tracts, comme dans les discours de leurs dirigeants, la nécessité de se lier à la classe ouvrière.

Mais il y a loin, hélas, des désirs aux réalités.

Il est certes possible à des intellectuels petits-bourgeois de se lier au prolétariat. Toute l'histoire de la naissance du mouvement socialiste moderne, nous l'avons déjà dit, consiste justement à la fusion de quelques poignées d'intellectuels révolutionnaires, porteurs de l'idéologie socialiste, avec l'avant-garde ouvrière de leur époque. Mais cela n'est possible que lorsque des intellectuels sont convaincus de la nécessité de créer ce lien au point de lui subordonner toute leur activité militante. Que lorsqu'ils rompent moralement tout lien avec leur milieu social d'origine pour s'intégrer aux préoccupations et aux aspirations de la classe ouvrière.

Nous ne mettons nullement en cause la bonne volonté, ni le dévouement, des militants du S.D.S. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Et ils ont montré au contraire qu'ils étaient prêts à bien des sacrifices, fût-ce à celui de leur vie.

Mais il faut bien voir que lorsque des étudiants révolutionnaires s'organisent en tant qu'étudiants, ils perdent par là même toute possibilité de se lier à la classe ouvrière

Il n'est pas possible de gagner la classe ouvrière de l'extérieur, aussi « mobilisateurs » que puissent paraître en soi les mots d'ordre que l'on avance, aussi radicales les positions que l'on défende.

Lorsque les travailleurs sont mobilisés, et en lutte, ils n'ont aucune raison de faire confiance à une direction qui leur est étrangère, quelle que soit la justesse des critiques que cette direction adresse à la politique des organisations traditionnelles de la classe ouvrière. Il n'y a qu'une direction surgie de leur sein, c'est-à-dire représentée par des militants dont ils ont pu au cours des mois, voire même d'années, vérifier le dévouement et l'honnêteté, qui puisse prétendre gagner leur confiance. En de telles circonstances, si des mouvements étudiants peuvent représenter une force d'appoint et être considérés avec sympathie par les travailleurs, ils ne peuvent en aucun cas jouer un rôle déterminant.

En dehors de ces périodes, la situation est encore pire pour une organisation étudiante. L'activité militante, le recrutement en milieu étudiant, ont leurs impératifs propres. Et en règle générale « l'intelligentsia » petite-bourgeoise est beaucoup plus radicale que le prolétariat (ne serait-ce qu'à cause de la jeunesse de ses membres), et une organisation étudiante qui veut se développer est pratiquement obligée à un certain activisme qui risque bien plus de la couper des travailleurs que de mobiliser ces derniers. Les réactions des travailleurs allemands au cours de ces derniers jours sont à cet égard parfaitement significatives.

On peut certes déplorer un tel état de fait. Mais cela n'y peut rien changer. Et lorsque l'on est marxiste, c'est-à-dire persuadé que le prolétariat est la seule classe capable d'être l'instrument de la révolution socialiste, c'est l'état d'esprit des masses ouvrières qui doit être le baromètre en fonction duquel l'organisation révolutionnaire décide de sa politique, et non pas de l'état d'esprit de telle ou telle couche sociale, même si elle paraît, pour une période plus ou moins longue, plus décidée et plus radicale.

Le deuxième danger, tout aussi important, auquel se heurte obligatoirement une organisation étudiante, réside dans sa nature sociale même, dans le fait qu'elle s'enferme volontairement dans un cadre social bien déterminé, celui de « l'intelligentsia » petite-bourgeoisie, avec tout ce que cela peut impliquer de mœurs déplorables sur le plan organisationnel et de pressions opportunistes sur le plan politique.

Tout cela fait que si nous sommes profondément solidaires des militants du S.D.S., si nous ne pouvons que nous réjouir de voir les idées révolutionnaires se répandre dans une partie de la jeunesse allemande, nous devons voir la réalité en face : le mouvement révolutionnaire allemand n'est pas en train de renaître de ses cendres.

Il n'est pas en train de renaître, mais si parmi les milliers de jeunes qui ont manifesté leur volonté révolutionnaire au cours de ces derniers jours, ils s'en trouvaient, ne serait-ce que quelques-uns, pour prendre conscience que la tâche de l'heure est de s'atteler à la construction d'une organisation ouvrière révolutionnaire, il n'en serait peut-être pas loin.

Cristian JUNG.

Allemagne 68 :

UNE FÉLURE DANS L'UNION SACRÉE

84 % des Allemands seraient hostiles, selon un sondage, aux manifestations d'étudiants qui se sont récemment déroulées dans la plupart des grandes villes de la République Fédérale. Si l'on effectuait un pareil sondage en France, le chiffre ne serait peut-être pas aussi élevé, mais il ne s'en faudrait peut-être que de peu.

Des deux côtés du Rhin, les bonnes âmes ont adopté la même attitude hostile envers ces manifestations. Elles consentent bien à condamner l'attentat commis contre Rudi Dutschke (encore que certains ne sont sans doute pas loin de penser qu'il n'a eu que ce qu'il méritait), mais elles déplorent unanimement les manifestations de protestations qui ont suivi. Les bonnes âmes sont contre la violence. Ou du moins, elles ne tolèrent la violence que lorsqu'elle est revêtue de l'uniforme du flic ou du gendarme.

« L'opposition extra-parlementaire » menacerait, paraît-il, la démocratie allemande, au même titre que le N. P.D. ; ce régime que les Adenauer Ehrard et autres Kiesinger tous bons démocrates, ont eu tant de mal à construire dans leur pays. C'est du moins ce qu'expliquait la semaine dernière Alfred Grosser dans « Le Monde ».

Mais parlons-en, justement, de la démocratie allemande ! Auprès d'elle, notre Ve République fait figure de régime jacobin !

Certes la République Fédérale Allemande n'est pas un régime policier qui ne survit que grâce à la terreur. Elle s'offre même le luxe d'un fonctionnement apparemment démocratique, à ce petit détail près que le « Parti Communiste » y est interdit. Mais cette apparence — toute relative donc — de démocratie, n'est possible que parce qu'il n'existe pratiquement pas d'opposition, non seulement révolutionnaire, mais tout simplement de « gauche », au sens où l'on peut qualifier ainsi en France le P.C.F. et la F.G.D.S.

Avant d'être interdit, le Parti Communiste Allemand était quasi inexistant, lui qui avait été, avant 1933, le plus beau fleuron de l'Internationale Communiste. Mais il payait le prix de son incapacité à diriger la lutte de la classe ouvrière allemande contre la montée nazie. Le prix, aussi, de la politique chauvine de l'U.R.S.S. durant la guerre contre le Reich hitlérien, et après celle-ci.

La social-démocratie a jeté pardessus bord non seulement tout programme révolutionnaire, mais également toute référence au socialisme, ne serait-ce que dans un avenir indéterminé. Sa seule ambition est de jouer le rôle du deuxième larron dans une comédie parlementaire à deux personnages, analogue à celle qui se déroule aux U.S.A. Elle n'est liée à la classe ouvrière que pour autant qu'elle contrôle la centrale syndicale D.G.B., mais elle n'est guère plus à gauche par rapport à la démocratie-chrétienne que le parti démocrate peut l'être par rapport aux républicains aux U.S.A. C'est tout dire.

Certes, l'Allemagne occidentale aurait les moyens économiques de s'offrir un régime plus démocratique. Mais sa situation géographique et, par la même occasion, politique, au sein du bloc occidental, ne le lui permet pas. Dans la perspective d'une troisième guerre mondiale, l'Allemagne occidentale serait inévitablement le fer de lance européen du camp impérialiste. La division de l'Allemagne en deux, crime perpétré d'un commun accord il y a plus de 20 ans, par l'impérialisme et par l'U. R.S.S., renforce encore les conséquences d'un tel état de fait.

Le régime sous lequel vit l'Allemagne de Bonn depuis 20 ans, c'est déjà, en fait, celui de « l'union sacrée », avec tout ce que cela comporte de propagande, de bourrage de crâne, de mise au pas dans la vie politique et sociale, le tout dans l'atmosphère du « miracle allemand », c'est-à-dire d'une relative prospérité économique.

Le résultat c'est que l'Allemagne Fédérale est devenue le royaume du conformisme béat et que l'anticommunisme y est répandu plus que partout ailleurs, anticommunisme d'ailleurs favorisé par « l'exemple » de l'Allemagne de l'Est.

Eh bien, c'est contre ce régime que s'élevaient depuis plusieurs mois les étudiants révolutionnaires allemands. S'ils ont pris, entre autre chose, Springer pour cible, c'est pour protester contre la négation de la liberté de presse que représente dans les faits le contrôle, par un seul groupe financier, de la moitié de la presse allemande.

Le calme d'une société que les bonnes âmes leur reprochent de troubler, c'est le calme d'une caserne où l'on abrutit les recrues, où on les prépare à la grande tuerie.

Des jeunes intellectuels allemands ont élevé la voix pour contester une telle société.

Certes, ils ne sont pas nombreux. Ils ne représentent nous dit-on qu'une infime minorité de la population. Peut-être. Mais est-ce leur faute s'ils sont les seuls à protester ? Est-ce leur faute si les socialistes « officiels » préfèrent manifester leur soutien à l'impérialisme américain dans la guerre qu'il fait au peuple vietnamien ?

Les étudiants socialistes allemands sont descendus dans la rue dès que fut connue la nouvelle de l'attentat contre Dutschke, et ils ont, au moins, montré par leurs manifestations que la réaction ne pouvait pas encore faire assassiner qui bon lui semblait, dans un silence complice de l'ensemble de la société.

Certes, la portée des manifestations étudiantes était limitée par leur nature même. Seul le prolétariat allemand, s'il se mettait en mouvement, aurait la force de mettre le régime de Bonn en question. Mais, s'il ne s'y est pas mis, on ne peut pas reprocher aux étudiants, en tant que couche sociale, le bas niveau de conscience de la classe ouvrière.

Au nom du réalisme, certains prétendront sans doute que les manifestations des étudiants n'étaient pas efficaces. Mais encore une fois, ce qui en limitait l'efficacité, ce n'était pas leur forme, mais le fait que les étudiants y étaient isolés. Et seuls auraient eu le droit de les critiquer sur ce terrain-là, ceux qui auraient organisé une riposte plus efficace à l'attentat contre Dutschke.

L'avertissement des étudiants a d'ailleurs été entendu. Le gouvernement lui-même a tremblé parce que « l'union sacrée », remise en cause ne serait-ce que par quelques-uns, n'est déjà plus tout à fait l'union sacrée.

Jacques ROLAND.

LES ETUDIANTS ALLEMANDS EN LUTTE POUR LA LIBERTE

(Suite de la première page)

Quels moyens a-t-elle de porter témoignage que tous les Allemands ne sont pas résignés ?

Pourquoi devrait-elle accepter que l'on assassine impunément ses militants ? L'année dernière c'est un agent de police berlinois qui froidement assassina un jeune étudiant. Aujourd'hui c'est un demeuré criminel, mis en branle par les déchaînements de la presse de droite qui blesse grièvement Rudi Dutschke.

Pourquoi les étudiants de gauche devraient-ils rester silencieux et passifs ? Parce que personne d'autre ne bouge ? Ce n'est pas une raison !

Bien sûr, leur lutte ne peut pas déboucher sur un changement politique. Bien sûr, elle est sans grand espoir. Mais à qui la faute ?

Et la classe ouvrière française ne doit pas les mépriser ou ignorer leur lutte.

Leur réaction n'est pas infantile : elle est d'abord et avant tout courageuse et, ensuite, elle est la seule qui leur soit possible.

Aujourd'hui, plus que jamais, tous les pays sont interdépendants. Notre avenir se joue aussi bien à Hanoï, à Harlem ou à Berlin qu'à Paris.

Peut-être les étudiants qui sont descendus dans les rues d'Allemagne ne sont-ils pas très efficaces.

Peut-être leurs manifestations mêmes ont-elles pour résultats de leur attirer l'hostilité des autres couches de la population, mais si toutefois une chose est certaine, c'est qu'en se battant pour qu'en Allemagne les militants de gauche ne soient pas assassinés individuellement avant de l'être par fournées entières, en se battant contre le fait que toutes les libertés soient accordées à l'extrême-droite, pendant qu'elles sont refusées à l'extrême-gauche, en se battant contre l'emprise des monopoles énormes sur la presse dite d'information, les étudiants allemands se battent aussi pour nous.

Et même, en fait, ils se battent plus pour nous que pour eux. Ils ressentent plus, peut-être, que la classe ouvrière allemande, l'absence de libertés politiques qui règne dans leur pays. Mais si demain le fascisme s'installe de nouveau en Allemagne, puis en Europe, ce sera avant tout pour juguler et asservir les travailleurs.

Alors ne jouons pas les censeurs blasés : ces jeunes ont droit à notre estime et, si nous en étions capables, à notre soutien.

(Editorial des bulletins d'entreprises)

Au Quartier Latin : manifestation de solidarité avec les étudiants allemands

Une voiture de police qui eut le tort de vouloir passer au travers des manifestants. (Photo A.F.P.)

APPELEE d'abord par les J.C.R., les E.S.U., le C.V.N., le S.D.S.-Paris, puis officiellement par l'U.N.E.F., une manifestation de solidarité avec les étudiants allemands a eu lieu vendredi 19 avril au Quartier Latin.

A 18 h 30, la manifestation conduite par la « Corpo U.N.E.F.-Sciences » débute sur le Boul'Mich, suivie par les J.C.R. qui en prennent ensuite la tête.

Environ mille étudiants, drapeaux rouges et noirs en tête, se dirigent vers la place Saint-Michel, l'Odéon puis le boulevard Saint-Germain.

La foule d'étudiants grossit rapidement atteignant 2 à 3 000 personnes. Elle scande « Rudi Dutschke », « Springer assassin », « Solidarité avec le S.D.S. », « Springer-Lazareff », « Les étudiants au service des travailleurs », « Contre le chômage et les salaires de misère », « Kiesinger nazi », etc. Les services d'ordre J.C.R. et pro-chinois se mêlent, se livrant à une épuisante bataille de mots d'ordres mais collaborant physiquement pendant toute la manifestation.

Des tracts sont distribués à la population massée sur les trottoirs, expliquant le sens de la manifestation, celle-ci était remarquable par la détermination des jeunes étudiants venus crier leur solidarité aux luttes des étudiants allemands.

Remontant au trot la rue Saint-Jacques, la manifestation atteint la rue Soufflot où une voiture de police fonce sur les étudiants. Ces valeureux Don Quichotte, extraits de leur véhicule sont rossés par les manifestants. Une centaine de C.R.S. matraques en main ne tarde pas à descendre la rue Soufflot. La manifestation reflue vers le théâtre de l'Odéon où quelques orateurs dont Cohn-Bendit parlent « de la solidarité de tous les étudiants d'Europe avec la lutte du S.D.S. », « de l'attentat fasciste contre Rudi Dutschke ». Un représentant de l'U.N.E.F. (Nanterre) dénonce la presse française dénigrant et déformant toutes informations sur les manifestations des étudiants allemands. Un membre du S.D.S. de Berlin expliquera cette lutte.

A 20 heures, après une ultime prise de parole d'un responsable de l'U.N.E.F. juché sur la statue de Danton à l'Odéon, la manifestation se disperse dans l'ordre.

La manifestation sur le boulevard Saint-Michel devant le Lycée Saint-Louis. (Photo V.O.)

UN EXEMPLE D'AIDE AUX PAYS SOUS-DEVELOPPES

Le gouvernement français a accepté de livrer 54 avions de combat « Mirage » au gouvernement irakien.

Ce petit pays qui a beaucoup de pétrole touche de nombreuses royalties qui, si elles maintiennent les populations dans la situation de sous-développées, fabriquent les fortunes colossales des dirigeants de ces pays.

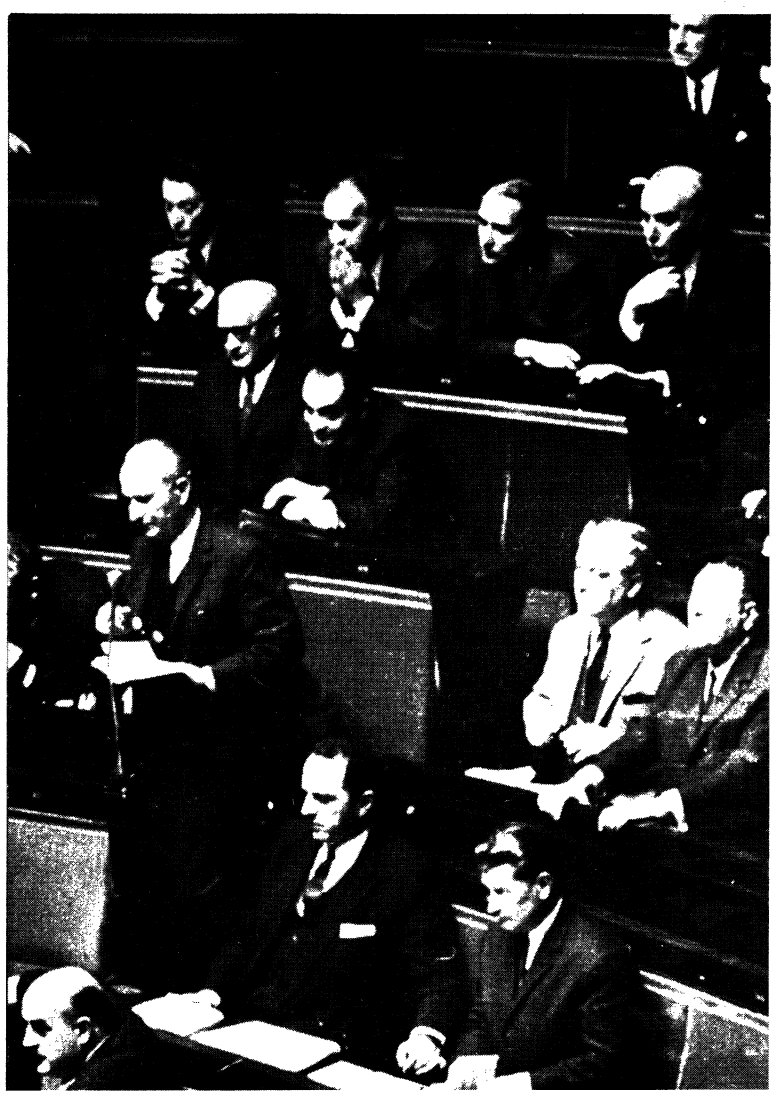
Les 54 mirages français seront vendus 620 millions de francs, soit 62 milliards d'anciens francs, plus d'un milliard pièce. Le gouvernement français fait du commerce. Dassault fabriquera les cellules, la S.N.E.C.M.A. les réacteurs et la C.S.F. les équipements. Chacun y trouvera son compte. On nous expliquera même que les travailleurs aussi seront intéressés puisque cela leur assurera du travail.

Quant au gouvernement irakien il fera payer l'addition à ses exploités.

Au moment où des conférences discutent et palabrent pendant des mois entiers sur le problème de la faim dans le monde, le monde bourgeois, lui, traite ses affaires.

Car enfin les affaires sont les affaires, et les slogans sur l'aide aux pays sous-développés, c'est pour la galerie.

Au Parlement : comment la Fédération part en guerre contre le gouvernement



Lors des débats sur l'O.R.T.F., les hommes dont on voudrait nous faire croire qu'ils transfomeront le sort des travailleurs. Derrière Defferre au micro, Guy Mollet et Mendès-France, et plus haut, Mitterrand avec quelques autres. (Photo A.F.P.)

LA bataille que devaient se livrer opposition et gouvernement autour de la proposition de la loi de Roland Dumas qui visait à faire dépendre d'un vote du Parlement, l'introduction de la publicité de marques à l'O.R.T.F., n'a pas eu lieu. Non que la Fédération, dont R. Dumas est membre, ait renoncé à contester les projets gouvernementaux en matière d'information. Mais les stratèges de la F.G.D.S., alliant les considérations juridiques aux opportunités tactiques, ont voulu réaliser un coup de maître. Au tout dernier moment, pour prendre le gouvernement par surprise, les Fédérés ont retiré leur projet de loi et déposé une « motion de censure » relative aux problèmes de l'information.

Les conséquences les plus visibles de cette géniale tactique furent des cris et des claquements du pupitre. Les grimaces de Chaban-Delmas répondaient aux potaches de la Fédération. Les journalistes bourgeois eux-mêmes en ont été écœurés. L'opinion publique, elle, ne s'est sentie en rien concernée par ce chahut parlementaire.

L'attitude manœuvrière de la Fédération, le communiqué du bureau du groupe de la F.G.D.S. qui stigmatise le président de l'Assemblée Nationale qui aurait violé l'article 31 de la Constitution en donnant la parole à Pompidou quand l'ordre du jour était épuisé, apparaissent comme une tempête dans un verre d'eau. Et le seul visage qu'offre la « gauche non communiste » du pays est celui d'un parlementarisme compromis, stérile, inefficace. Et voilà l'allié sur lequel le Parti Communiste compte pour construire, en France, une société réellement démocratique dégagée de l'emprise des monopoles pour reprendre le verbiage qui a cours au P.C.F.

Curieux allié que celui qui, pour gagner quelques hypothétiques voix centristes, néglige d'agir en commun avec son partenaire.

Curieuse alliée que la Fédération qui, pour ménager un effet de surprise n'ose mettre au courant le Parti Communiste, (avait-elle donc peur que le P.C.F. avertisse Pompidou ?)

C'est en compagnie de ces gens-là que le P.C.F. qui se déclare le parti de la classe ouvrière veut lutter pour une société meilleure, réellement démocratique où les travailleurs auront d'autres droits que celui d'être exploités !

En vérité, les Fédérés sont bien plus soucieux d'organiser un semblant d'opposition dans l'arène parlementaire que de mobiliser les travailleurs pour une amélioration de leurs conditions. Et ceux qui, en se revendiquant du communisme, font croire qu'un gouvernement avec ces gens-là pourrait œuvrer à l'éviction des trusts, à une démocratisation de la société, à l'accroissement du bien-être des ouvriers, ne font que propager des illusions criminelles.

F. DELAIN.

SNECMA Corbeil :

Depuis 8 mois, les équipes refusent le travail du samedi

A son usine de Corbeil, qui se veut une des plus modernes d'Europe, la direction de la SNECMA tente d'imposer aux travailleurs en équipe le travail du samedi soir. Tout a commencé lorsque, dans le but évident de pouvoir par la suite instaurer le système des 3 x 8, la direction de ce centre a limité la présence dans l'usine des travailleurs en équipe à 8 h par jour. L'horaire hebdomadaire étant pour ces ouvriers de 44 h, il en résulterait que 2 samedis par mois seraient travaillés, l'un le matin, l'autre le soir.

Depuis août 1967 les ouvriers de Corbeil refusaient systématiquement de venir travailler le samedi soir. Ni les lettres d'avertissement, ni les primes anti-grèves n'eurent raison de leur combativité.

Leur mouvement a connu des hauts et des bas mais ce qui est remarquable c'est que le 30 mars il y avait encore 50 % de grévistes parmi les ouvriers des « séries » et 12 % parmi ceux des avant-séries.

Mais quelle a été la position de la C.G.T. à l'égard de ce mouvement ?

A l'origine les travailleurs se sont lancés seuls dans la bagarre. Ce n'est que plus tard, devant leur détermination, que le syndicat a pris en main le problème.

Il était bien sûr difficile aux bonzes syndicaux, au risque de perdre la face, de ne pas suivre le mouvement. Mais ils le firent à contre-cœur. Il y a un mois et demi environ, le mouvement allant en se dégradant, la C.G.T., après avoir consulté quelques initiés, décidait de suspendre la grève. Les arguments avancés en faveur de cette décision :

1° Une lutte n'engageant pas la majorité des travailleurs est inefficace.

2° La direction refusera de discuter tant qu'il y aura un mouvement de refus du samedi. Un autre argument avancé était qu'il fallait attendre que l'usine de Kellerman ait déménagé et que les travailleurs de ce dernier centre soient tous à Corbeil. Plus nombreux, les travailleurs seraient plus forts.

Cette tentative syndicale de mettre fin à un mouvement qui d'après les bonzes n'avaient que trop duré (on n'avait jamais vu cela à la SNECMA) fut un échec total.

Les travailleurs des équipes sentirent la manœuvre syndicale pour mettre fin à leur mouvement. Et non seulement de nombreuses cartes syndicales furent déchirées mais la lutte reprit de plus belle.

Un mois plus tard, bien décidée à ne pas rester sur un échec, la C.G.T. reprend l'initiative d'arrêter le mouvement mais cette fois avec infiniment plus de doigté. Les secteurs « chauds » furent encouragés à continuer la grève... tandis que là où des défections avaient été constatées le mouvement fut arrêté.

Bien entendu la conséquence de cette manœuvre fut d'isoler complètement les travailleurs les plus combatifs des autres. La grève contre le travail du samedi soir se trouve donc désormais compartimentée. Les bureaucrates syndicaux espèrent que d'ici quelques temps tout rentrera dans l'ordre les travailleurs les plus décidés se trouvant peu à peu complètement isolés et, de ce fait, obligés de s'arrêter, à leur tour.

Pour la C.G.T. la victoire ne fait pas de doute puisque d'après elle la direction sera moins intransigeante dès l'instant où le mouvement s'arrêtera.

La « solution » du conflit que propose la direction syndicale réside dans la proposition, avancée depuis bien longtemps, de travailler chaque jour un peu plus et de faire 44 heures en 5 jours.

Bien sûr les bureaucrates n'ont jamais envisagé d'essayer d'entraîner l'ensemble des travailleurs SNECMA dans une lutte pour la réduction du temps de travail (40 heures ou moins) qui aurait l'avantage d'une part de résoudre le problème du samedi (puisque celui-ci ne se poserait plus) et de l'autre d'entraîner l'ensemble des travailleurs dans la lutte. Au lieu de cela, au bout de plusieurs mois de lutte des équipes, ils se sont contentés d'organiser quelques collectes dans les différents centres SNECMA en laissant seuls les travailleurs de Corbeil.

Aujourd'hui ils décident d'enterrer le mouvement, moins parce qu'ils craignent son extension que parce qu'ils veulent discuter avec la direction dans une « bonne atmosphère ».

Dans ce mouvement les travailleurs ont montré qu'ils étaient disposés à faire quelque chose... et les bureaucrates qu'ils étaient prêts avant tout, à empêcher tout mouvement de lutte de se développer.

L. LOIRTAL.

QUAND LE P.C.F. PRONE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

Si nous en croyons le rapport de Gustave Ansart et l'intervention de Waldeck Rochet publiés par l'Humanité, **la récente réunion du Comité Central du P.C.F., qui s'est tenue à la Courneuve les 18 et 19 avril, a été essentiellement consacrée à rappeler l'originalité du parti.**

Ainsi certains points du programme du P.C.F. par lesquels il se différencie notamment de celui de son alliée la Fédération de la Gauche, ont-ils été tout particulièrement soulignés. Tour à tour Ansart puis Rochet ont rappelé que le P.C.F. demandait, et qu'il était le seul à le faire, la nationalisation des grands monopoles industriels de l'électronique, l'aéronautique, le transport aérien, la chimie, la sidérurgie et l'automobile.

Ainsi Waldeck Rochet a-t-il jugé bon de souligner que le but final de son parti restait le socialisme.

Ainsi le secrétaire général a-t-il tout particulièrement insisté, à l'occasion des événements de Pologne et de Tchécoslovaquie, puis de la préparation de la conférence internationale des partis communistes, sur les liens internationaux du P.C.F.

Certes, il a été rappelé aussi que la perspective fondamentale du parti restait celle de l'alliance avec la F.G.D.S. pour parvenir à la définition d'un programme commun de gouvernement avec elle. Mais cette séance du Comité Central n'en avait pas moins pour but de rappeler à l'ensemble du parti la nécessité d'une existence indépendante de celui-ci.

Waldeck Rochet l'a d'ailleurs explicitement formulé : « les partis groupés dans la Fédération sont d'abord **nos alliés...** Mais nous sommes bien obligés de tenir compte que le Parti Communiste et la Fédération sont aussi des concurrents dans la mesure où chacun d'eux cherche à rallier les masses populaires aux solutions qu'il considère les meilleures, les plus justes. »

Pourquoi ce besoin de dessiner aujourd'hui plus nettement les frontières du parti, alors que l'accent était surtout mis, ces derniers temps, sur l'unité de la gauche ?

Certaines tendances droitières, c'est-à-dire encore plus unitaires que la direction actuelle auraient-elles fait leur apparition au sein de l'appareil ou même du Comité Central ? Celles qui seraient visées par Ansart déclarant : « Par ailleurs, dans cette dernière période, nous avons pu constater la renaissance d'un défaut qu'il faut attribuer à une conception apportuniste de l'Unité : c'est l'Unité à tout prix et de nouveau l'Unité au Sommet, exclusivement au Sommet » ?

C'est évidemment une hypothèse plausible. Rien pourtant dans l'état actuel de nos informations ne nous permet de la vérifier.

Mais il y a une raison d'ordre plus général qui suffit aussi à expliquer pourquoi le P.C.F. peut avoir besoin de resserrer ses rangs.

Pour bien des raisons, à cause de son origine, de ses liens internationaux, de sa composition sociale, de la classe sur laquelle il s'appuie et qui lui donne sa force, le P.C.F. n'est pas admis d'emblée dans le jeu politique de la démocratie bourgeoise. Et aucun des partis qui mènent ce jeu, pas plus ceux de gauche que de droite, n'est prêt, a priori, à le considérer comme un partenaire acceptable.

Les rebuffades de la Fédération de la Gauche, supportées d'ailleurs avec une constance admirable, ses atermoiements à propos du programme commun de gouvernement, toujours repoussé, le montrent bien.

Le P.C.F. n'a pas le choix. S'il veut être admis un jour, dans une majorité gouvernementale, au partage des maroquins ministériels — ce qui est bien évidemment le plus cher de ses désirs — il doit faire la preuve qu'il est indispensable.

Et indispensable pour la bourgeoisie française, le P.C.F. ne l'est que d'une seule manière. Il est le seul parti français, par son poids et son influence à peser sur la classe ouvrière de ce pays et à pouvoir garantir, autant que faire se peut, qu'elle ne sortira pas des limites qu'il lui tracera.

Mais pour cela, pour conserver ce poids et cette influence ou même la renforcer, il lui est indispensable de mener une politique autonome.

C'est pour cela que, tout en quémandant l'alliance de la Fédération, il doit dans le même temps continuer à se présenter sous son propre drapeau. Ainsi le voyons-nous, au gré des circonstances, mettre l'accent sur l'un ou l'autre de ces deux aspects de sa politique. Ceux-ci, contradictoires en apparence, sont en réalité complémentaires.

La prochaine période électorale est encore loin. La Fédération mène elle-même son propre jeu sans tenir compte le moins du monde du P.C.F. comme l'a prouvé la rentrée parlementaire. Enfin il y avait peut-être depuis un certain temps des remous à la base parmi les militants ou les sympathisants mécontents du manque de mordant du parti. Déjà celui-ci a dû, il y a quelques mois, durcir sa position sur le probleme vietnamien pour parer à ce mécontentement.

Aujourd'hui donc il convenait de mettre l'accent sur la spécificité du parti plutôt que sur l'habituel thème de l'unité. C'est ce que vient de faire le Comité Central.

Il convenait même, semble-t-il, de rappeler que le rôle du P.C.F. à l'avenir est encore lié à sa capacité de contrôler la classe ouvrière.

« Une autre idée force qu'il faut rappeler, a dit Ansart : l'entreprise est et reste le terrain à partir duquel, avec la multiplication des luttes, on va vers les mouvements de plus grande ampleur. C'est à l'usine, avec les travailleurs qu'en partant des revendications générales s'élaborent et se défendent toutes les revendications.

C'est à l'usine que notre parti, avec ses cellules d'entreprise, avec ses tracts et journaux, doit aider, soutenir toutes les luttes et les revendications des ouvriers, mensuels, cadres, techniciens ; notre parti doit rendre claire cette idée qui fait son chemin chez un nombre croissant de Français :

« tant que ce régime gouvernera la France, tout sera précaire, sans cesse remis en question et seul un changement de politique peut apporter des solutions durables aux problèmes politiques, économiques, sociaux posés à notre pays... »

Et c'est dans cette perspective qu'Ansart a même été jusqu'à conseiller la pratique de la démocratie ouvrière aux dirigeants syndicaux de la C.G.T. :

« Il ne faut lancer que des mots d'ordre dont nous sommes sûrs qu'ils seront acceptés, suivis par les travailleurs ; s'il y a hésitation sur leur accord à suivre un mouvement, ou sur la justesse du mot d'ordre, il faut prendre des mesures pour qu'ils soient consultés...

Cette absence de démocratie ouvrière peut aboutir malgré le nombre de grévistes qui augmente, malgré les grandes batailles de telle ou telle corporation à des insuccès ou à des reculs d'influence.

Un bon dirigeant s'inquiète en permanence de l'état d'esprit réel des travailleurs, de ce qu'ils pensent, de ce qu'ils disent. »

Il est évidemment très peu probable que les dirigeants cégétistes changent leur manière de faire... Comme par le passé la démocratie ouvrière se réduira pour eux, dans le meilleur des cas, à consulter les ouvriers quand ils sont certains que leur combativité est réduite mais à s'en garder comme de la peste le jour où cette combativité est grande.

Mais les préoccupations d'Ansart et du Comité Central prouvent en tous cas que le P.C.F. a bien conscience du terrain où se joue l'avenir pour lui. C'est ce qui explique sa hargne contre tout ce qui peut apparaître sur sa gauche au sein des entreprises. J. MORAND.

Une lettre ouverte du Comité Vietnam National (Groupe de Montreuil) au Mouvement de la Paix

Nous avons reçu du Comité Vietnam National (Groupe de Montreuil) la lettre ouverte suivante, adressée au Mouvement de la Paix de Montreuil :

Montreuil, le 4 avril 1968.

Camarades,

Invités à votre gala cinématographique du 2 avril par lettre adressée à notre camarade J. Chapelot, membre du Bureau National du Comité Vietnam National, plusieurs militants du C.V.N. se sont rendus au cinéma Le Normandy à Montreuil.

Alors que la plupart d'entr'eux se trouvaient dans la salle, quelques autres, dans le cadre de notre lutte commune de soutien au peuple vietnamien, ont vendu à l'entrée « Le Courrier du Vietnam », édité par les Nord-Vietnamiens, à Hanoï. Des membres du service d'ordre du mouvement de la Paix ont alors attaqué un de nos diffuseurs, arraché et piétiné les journaux. Et pourtant, ce numéro du « Courrier du Vietnam » contenait un article félicitant Waldeck Rochet, Aragon, etc... d'avoir organisé la manifestation du 13 février.

La réunion se déroula dans le calme. Mais, à la sortie, nos camarades distribuant, à une cinquantaine de mètres du cinéma, des tracts du C.V.N. « Les Travailleurs avec le Vietnam », ont de nouveau été attaqués par des membres du service d'ordre du Mouvement de la Paix. Les camarades du C.V.N. ont été insultés grossièrement, traités de « provocateurs » et « agents de Matignon ». Plusieurs militants du C.V.N. ont été frappés de violents coups de poing au visage, l'un jeté à terre.

Nous condamnons de tels procédés. Nous ne porterons pas l'affaire devant la justice bourgeoise mais devant l'ensemble des travailleurs et du mouvement ouvrier de Montreuil.

Nous pensons que nos camarades vietnamiens seraient aussi scandalisés par une telle agression, eux qui écrivaient au C.V.N. :

« Je tiens à vous exprimer nos félicitations chaleureuses et nos remerciements sincères pour tout ce que vous faites visant à développer et intensifier au sein du peuple français le mouvement de solidarité et de soutien vis-à-vis de la lutte du peuple vietnamien. »

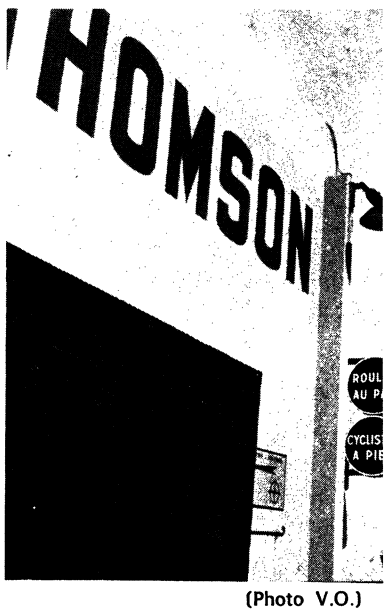
Hanoï le 14-9-67.
PHAM VAN DONG,
(Premier ministre de la R.D.V.)

Nous vous demandons donc de réprouver publiquement comme l'ont déjà fait de nombreux travailleurs montreuillois, de telles brutalités à l'égard de militants soutenant la juste lutte des combattants vietnamiens.

Pour le Comité Vietnam National
(groupe de Montreuil)
en l'absence de la secrétaire
Michèle COURTAUDIERE,
Un responsable :
André MIARD,
67, bis rue de Paris, Montreuil.

La fusion Thomson - C.S.F. et le Comité Central d'Entreprise

La récente fusion entre Thomson et C.S.F. concerne un effectif de 42 000 travailleurs. Le groupe constitué sera le premier trust de l'électronique de France en assurant dans cette branche 65 % de l'activité totale. Fin mars les directions des usines Thomson et C.S.F. ont convoqué le « Comité Central d'Entreprise » en réunion extraordinaire (le C.C.E. est composé de représentants syndicaux et de représentants patronaux). Il s'agissait de les informer et de les consulter sur la fusion entre Thomson et la C.S.F., tout au moins d'après l'ordre du jour patronal. En fait, on leur demanda d'entériner des accords dont ils ignoraient presque tout.



(Photo V.O.)

LES RAISONS DE CETTE FUSION

Les syndicats ont été informés que les affaires de la Thomson vont bien, et que le trust Thomson, — 14 000 travailleurs, — va apparemment digérer la C.S.F. (28 000 travailleurs). Mais, comme en régime capitaliste rien n'est simple, pour que les actionnaires de la C.S.F. ne perdent rien, le processus de fusion sur trois années se déroulera ainsi. Au début, création d'une filiale 100 % Thomson, appelée Compagnie Electronique Thomson Houston (C.E.T.H.). Elle comprendra au début seulement, 9 400 personnes de la Thomson ; cette filiale fusionnera avec la C.S.F. Ses actions passeront sous le contrôle de cette dernière. Mais la nouvelle C.S.F. sera à son tour contrôlée à 46 % par la Thomson. C'est, comme le dit la C.F.D.T. « un contrôle très solide ». Grâce à cette fusion les directions obtiennent les garanties qu'ils seront les partenaires privilégiés de l'Etat, celui-ci devenant son principal client, l'assurance de n'avoir pas de firme concurrente française sur le marché national.

LA C.F.D.T. GAUCHISTE ?

Après ces informations les directions ont refusé de renseigner les syndicats sur les modalités de la fusion et de la réorganisation qui s'en suivra. Devant ce refus, la C.F.D.T. a demandé au C.C.E. un vote sur « la nécessité d'obtenir de la direction générale un document écrit traitant plus particulièrement de son programme d'action (sic), de la situation économique actuelle, de secteurs concurrentiels développant l'activité future, de l'évolution de l'emploi, postes supprimés, postes créés, afin de pouvoir valablement étudier les conséquences de cette fusion et de se prononcer ». Les directions n'ont pas été d'accord pour ce vote et la C.F.D.T. est partie de la réunion en claquant la porte. Sont restées la C.G.T. et la C.G.C. La C.G.T. a justifié son attitude peu après dans un tract : « nous pensons qu'il était préférable par de nombreuses questions d'amener la direction à « lâcher » quelques informations. » En fait la direction ne leur a rien lâché de plus.

La position de la C.F.D.T. qui semble plus radicale ne doit pas faire illusion. Dans plusieurs de ses tracts, elle montre qu'elle veut négocier non seulement dans l'intérêt du personnel mais bien souvent dans l'intérêt du patron. Par exemple, quand la C.S.F. liquide une usine à Grenoble les « spectro », elle se lamente : ce départ se traduit pour l'entreprise par : « un déséquilibre industriel — un démantellement d'équipe de travailleurs hautement spécialisés — un discrédit commercial au plan national et international — une position concurrentielle affaiblie devant l'étranger — un gaspillage des investissements financiers ».

(Photo V.O.)

BIEN VOTER.

Devant ces problèmes le syndicat C.G.T. propose aux travailleurs d'être vigilants, de se syndiquer et de placer tous leurs espoirs dans un gouvernement de gauche. Presque tous ses tracts se terminent sur ce leit-motiv. Le P.C.F. par ailleurs l'a relayé pour ouvrir des perspectives plus concrètes. Il a déposé un projet de loi pour nationaliser l'électronique.

LE ROLE DU COMITE D'ENTREPRISE

En fait dans le régime capitaliste le patron fait la loi dans l'entreprise. Les syndicats dans les comités d'entreprises ne peuvent qu'entériner les décisions patronales dans les meilleurs des cas ou dans d'autres, faire avaler certaines pilules trop amères. Et les directions patronales en traitant les délégués du C.C.E. comme ils l'ont fait, ont appliqué à la lettre la loi de 1946 sur le Comité d'Entreprise. Ceci les syndicats le savent bien, malgré les airs offensés ou indignés qu'ils se donnent, quand on refuse de les mettre dans le coup. Leur présence au C.E. n'est qu'une manière de prouver aux travailleurs qu'ils existent.

LE CHOMAGE ET SES EXPERTS

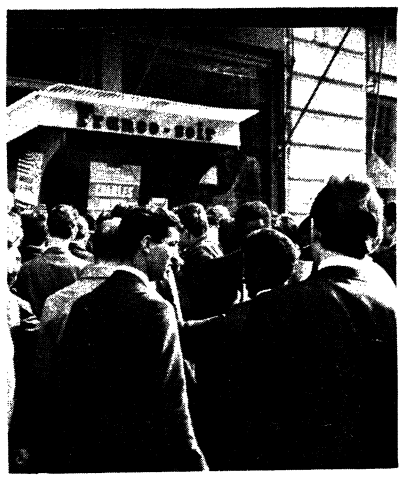
LE chômage continue à s'étendre régulièrement. Le nombre de demandes d'emploi non satisfaites officiellement recensées augmente de 7 000 en mars. Le chômage atteint près d'un demi-million de travailleurs et certaines régions, le Nord, la Lorraine, l'Ouest voient quotidiennement des usines se fermer, des licenciements ou des diminutions d'horaires. Et les quelques manifestations régionales, si violentes soient-elles, n'y changent rien.

La population parisienne, atteinte plus tard que la province, voit sa situation s'aggraver brusquement. Le nombre officiel des chômeurs a augmenté de 100 % en un an. (32 % depuis le début de l'année). Il y a plus de 30 000 demandes d'emploi non satisfaites, mais le nombre des chômeurs réels est bien supérieur.

Malgré les mesures gouvernementales tendant à faire accepter la situation de chômeur, celle-ci n'en continue pas moins d'être intolérable. Non seulement, les allocations d'A.S.S.E.D.I.C. diminuent au 4e mois et les allocations familiales sont supprimées au bout de six mois et ce, lorsqu'on a déjà la chance d'en bénéficier, c'est-à-dire n'être ni jeune chômeur n'ayant jamais encore été à la production, ni renvoyé pour faute grave, ni avoir demandé son compte pour un motif quelconque.

Mais même les bénéficiaires doivent maintenant attendre couramment trois mois pour toucher les A.S.S.E.D.I.C., organisme qui fonctionne correctement en période normale mais se grippe alors qu'il devient vitalement nécessaire. Et ce n'est pas le maigre avantage que représente le compte des journées chômées pour le calcul de la retraite complémentaire obligatoire (qui ne touche même pas l'ensemble des salaires) qui y changera grand-chose.

Cette situation alarmante avait amené les experts gouvernementaux à ne pas lésiner sur les belles paroles et les promesses : la récession serait due aux difficultés des meilleurs clients de l'industrie française, allemande ou bien anglaise, mais elle ne serait que passagère.



La queue pour la première édition de « FranceSoir » et de ses petites annonces « marché du travail ».
(photo V.O.)

Et on nous assure que l'économie reprend. L'expansion industrielle atteindrait le rythme de 8 % l'an depuis septembre, et le printemps devrait amener la reprise des emplois. Mais c'est le contraire qui se produit. Et les experts gouvernementaux, ne sachant plus quoi dire affirment, maintenant, que le chômage n'est plus « conjoncturel », c'est-à-dire accidentel, mais « structurel » (permanent) et que ce serait déjà un bon résultat de stabiliser la situation à 500 000 chômeurs. Les raisons en seraient multiples : apparition sur le marché du travail des jeunes, nombreux, nés en 1948 qui augmentent la population active, gain de productivité sous la poussée de la concurrence, modification de structure de l'industrie etc. Il faudrait donc désormais accepter le chômage comme une donnée permanente.

En fait, les experts ont beau expertiser, les conjoncturistes conjonturiser. Ils ne contrôlent rien du système. Pendant des années avec le plan de stabilisation, ils ont tenté de réduire la « surchauffe » de l'économie, c'est-à-dire de créer des poches de chômage. Cela n'a pas empêché l'assimilation de 1,5 million de pieds-noirs, la mise au travail des jeunes, à la fin de la guerre d'Algérie, quand la durée réelle du service militaire fut réduite, et de milliers d'ouvriers étrangers de surcroît. La conjoncture internationale était favorable. Qu'elle le redevienne, et les jeunes classes que l'on dit trop nombreuses, trouveront facilement du travail. Car les gains de productivité se révéleront alors insuffisants par rapport à l'accroissement de la production.

Qu'il se produise une récession internationale et le chômage apparaît en Allemagne, en France etc. Et l'on verra alors le « chômage structurel » passer de 500 000 à un million.

Les experts masquent leur impuissance par des promesses et baptisent leur ignorance de grands mots : conjoncturel, structurel. En fait, dès que les mouvements de cette société ne sont plus mineurs, ils échappent à leur contrôle.

Les capitalistes sont ainsi soumis au fatalisme de lois économiques qui les dépassent. La seule mesure contre le chômage au-delà des palliatifs inefficaces, c'est la destruction de cette société aveugle, incontrôlable et combien inhumaine.

P. BERGER.

UN PATRON DE COMBAT QUI VOUDRAIT FAIRE DE NEYRPIC UN NOUVEAU CITROEN

QUAND Glasser est arrivé à la direction de Neyrpic, il a immédiatement attaqué l'usine de Grenoble qui avait obtenu des avantages, au travers notamment d'un accord d'entreprise conclu avec l'ancienne direction.

Or, après son premier succès dans ce domaine il n'a fait que continuer et, année après année, on a vu les « avantages » de l'accord d'entreprise s'amenuiser, les crédits du C.E., diminuer, les délégués être très étroitement surveillés, cette politique allant de pair avec la « rationalisation » de l'entreprise, « rationalisation » qui s'est traduite par un millier d'emplois en moins depuis 1960 (c'est-à-dire 1/3 du personnel non réembauché après la retraite ou licencié en plusieurs étapes dont la dernière il y a un an et demi avait mis une centaine d'ouvriers à la rue).

Depuis la fusion avec l'Alsthom qui date de la fin de l'an dernier, Glasser a encore accentué la mise au pas de Neyrpic. En effet, sous le prétexte que l'accord dans cette usine était plus avantageux que ceux des autres usines du groupe, il tente de faire l'uniformisation par le bas. Et la dernière (en date) de ses attaques porte sur le nombre des délégués du personnel et du Comité d'Etablissement.

Jusqu'à maintenant il y avait à l'usine de Beauvert 32 délégués du personnel et 20 délégués au C.E. Or, après la diminution du nombre d'ouvriers, si l'on s'en tient à la loi, ces chiffres devraient être respectivement de 24 et 16. C'est ce que Glasser a décidé de faire et, alors que les élections étaient fixées au 5 avril, il a mis les syndicats devant le fait accompli. Ceux-ci ont refusé, les élections ont été reportées au 19, les listes affichées par la direction pour cette date... et celles-ci ne comportent que le nombre de délégués que le patron a décidé d'y mettre : 24.

Pour le moment on en est là, le patron n'acceptera que le nombre légal. La C.G.T., elle, a porté l'affaire devant l'inspection du travail, elle ira aux Prud'hommes... voire plus loin.

Mais pour le moment Glasser est le gagnant. Les syndicats qui sont pourtant atteints droit au cœur n'envisagent qu'une riposte légale.

Et, comme ils ont laissé Glasser licencier des délégués, en mettre un à pied pour dépassement d'heures, supprimer des locaux du C.E., ils laisseront à nouveau faire par crainte de mobiliser les ouvriers, par peur aussi que ceux qui n'ont pas été défendus au moment des licenciements ne les suivent pas, maintenant que leur « boutique » est en jeu.

Et pourtant, si rien n'est fait il est sûr que Glasser arrivera petit à petit à grignoter si bien les libertés syndicales que Neyrpic sera un petit Citroën où l'on cache les urnes le jour des élections.

ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES

CHEZ DESFOSSES

SAVOIR CE QUE L'ON VEUT !

La forte participation au mouvement de grève tournante « en cascade » que nous avons commencé mercredi dernier est bien le signe de notre mécontentement. Que le syndicat préconise pour la première fois une forme d'action qui gêne effectivement la production, qui touche le patron à son point sensible : le porte-monnaie, est incontestablement un fait positif.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions, Mermet ne restera sans doute pas inactif si le mouvement se poursuit. Il est probable qu'il essaiera de prendre certaines mesures pour intimider tout ou partie d'entre nous. Il n'est même pas impossible que la direction envisage de lock-outer l'entreprise si la production est trop perturbée.

Mais cela ne doit pas nous arrêter. Une telle mesure ne serait une arme entre les mains du patron que si nous n'étions pas vraiment prêts à entamer une lutte sérieuse, que si le syndicat n'avait avancé cette forme d'action que par peur de déclencher un mouvement moins limité dans le temps, par souci de parcelliser la lutte.

Mais c'est aussi un fait positif que ce mouvement touche toute l'imprimerie française. Et cela est le gage que quelles que soient les manœuvres de Mermet, si nous ne reculons pas devant l'intimidation, si nous ne laissons pas brader notre mouvement, en un mot si nous sommes prêts à répondre à toute contre-attaque de la direction par une grève simultanée et illimitée de tout le personnel, nous pouvons vaincre.

Mais si nous devons en venir là, il nous faudra aussi adapter nos revendications à l'ampleur de la lutte. Les 3 % que réclame le syndicat peuvent avoir un sens si quelques heures de grève suffisent à les arracher. Mais si nous devons engager un mouvement plus important, c'est bien plus que cela qu'il nous faudra revendiquer. C'est une augmentation minimum de 200 F pour tous. Si nous sommes décidés cela est à notre portée.

(V.O. Desfossés n° 185).

AUX ASSURANCES GENERALES

NE PAS SE LAISSER PRENDRE AU BLUFF

La Direction poursuit sa « politique du personnel » : les licenciements se multiplient et dans la plupart des cas récents, le service du Personnel tente d'obtenir par l'intimidation la signature de la victime au bas d'une lettre de démission.

Rappelons qu'il est tout à fait contraire à notre intérêt de signer quoi que ce soit dans de telles conditions. En effet, signer sa démission, c'est apparaître comme ayant quitté volontairement son emploi, et par suite fait perdre tous droits aux indemnités de chômage et aux ASSEDIC.

La Direction agit par pur bluff, en laissant entendre qu'il est infâmant d'être licencié, et que la recherche d'un autre travail risque d'en être plus difficile. Non seulement il n'en est rien, mais le certificat de travail ne comporte, de par la loi, aucune mention sur la cause de la rupture de contrat de travail.

En conséquence, si nous sommes convoqués au Service du Personnel, se rappeler :

1°) de ne rien signer
2°) de tenir immédiatement au courant les collègues, les délégués ou toute personne qui peut nous être de bon conseil.

(V.O. Assurances Générales n° 117).

CHEZ CHAUSSON

JUSQU'A SATISFACTION

Grève jusqu'à satisfaction, c'est cette idée qui anime nos camarades caristes. Jeudi 11, dans leur grande majorité, ils arrêtent le travail toute la journée. La préparation de ce mouvement s'est réalisée sans qu'aucune fuite ne vienne l'annoncer. Ce jour-là presque plus aucun Fenwick ne circule dans les ateliers des usines G et H. Les chefs s'activent et c'est leur présence inhabituelle à bord de ces engins qui révèle que quelque chose ne tourne pas rond. Ils remplacent en effet des grévistes. Attendent-ils des félicitations de la direction pour avoir permis que la production ne s'arrête pas dans les ateliers ? Certains d'entre eux, pris au dépourvu de la grève, se croient obligés de faire bande à part et commettent la bêtise de faire les jaunes. Mais ceci n'est pas gros de conséquences. C'était la première journée de grève. Nos camarades ont pu se compter nombreux et si cette unanimité dans la volonté d'aboutir continue, cela devra inciter les hésitants à les rejoindre. Pour 50 c. de plus sur les salaires revendiqués qui est l'objectif à atteindre nos camarades ne réclament qu'une partie de leur dû.

Mais l'essentiel c'est la volonté unanime de les arracher. En employant contre la direction la grève jusqu'à satisfaction, nos camarades sont sur la bonne voie. C'est en effet la seule manière d'y parvenir. Et pour cela il est important que dans les équipes nous aidions nos camarades. Et des moyens il y en a. Il faut surtout se tenir prêt à réagir si la production venant d'être arrêtée la direction décidait de nous faire récupérer ou nous lockoutait.

Pour finir c'est une autre leçon importante que nous donnent nos camarades. En effet quand on voit que la plupart des grévistes sont des camarades étrangers. Quelle bonne leçon pour ceux qui justifient leur passivité à cause de leur nombre à l'usine. Ils sont à la pointe de cette lutte. Ils montrent que la grève jusqu'à satisfaction est la seule grève qui peut permettre de vaincre.

(V.O. Chausson, Gennevilliers, n° 257).

CHEZ RENAULT

MARCHE OU CREVE

Au département 70, on ne badine pas. Ceux qui ne « tiennent pas le coup », la maîtrise leur offre une voie... sans issue. Ou bien des avertissements, ou bien des mises à pied ou encore quelques fois des licenciements purs et simples. Mais cette fois-ci elle a fait une autre trouvaille.

En effet, un de nos jeunes camarades qui venait de « l'école de la Régie », après une semaine de production, y a été renvoyé pour « manque de production ». Comme si c'est à l'école qu'on apprend à tenir la cadence

En arrivant à l'atelier notre camarade y croyait, à juste titre d'ailleurs. Mais la direction ne l'entendait pas de cette oreille. On lui demandait de faire le même boulot que des O.S. avec une paye... d'apprenti.

Notre camarade ne savait plus où il en était, et la maîtrise, avec zèle lui apprit, en le renvoyant à l'école, qu'à la Régie la devise c'est « marche ou crève », et qu'il faut produire avant tout.

Il ne serait pas mauvais d'appliquer les mêmes méthodes à ceux qui ne produisent rien et qui se plaisent à nous faire trimer pour remplir leurs coffres.

V.O. RNUR, Boulogne-Billancourt, n° 125).

LA GREVE TOTALE

C'est ce que préconise en parole M. Malterre « patron » de la Confédération Générale des Cadres.

Nous, à la Régie, nous attendons l'application de ce mot d'ordre. Quand verrons-nous le haut et le bas du « panier à crabes », cesser brusquement (pour fait de grève) de s'affoler et d'affoler les autres, tout cela pour les beaux yeux de la direction ? Quand verrons-nous les « chefs » faire la grève de l'engueulade et jetter par-dessus bord la côte d'amour... à Pâques ou à la Trinité ?

Le thème de la conférence de Malterre était : « Les cadres existent ». Ça pour exister ils existent, on s'en aperçoit tous les jours.

Pourtant s'ils veulent jouer un rôle, c'est aux cadres à choisir leur camp, car de toutes façons la bourgeoisie les considère qu'ils le veuillent ou non comme des salariés, même s'ils gagnent pour certains 10 ou 20 fois le salaire d'un OS. La grève totale sera nécessaire mais ce sera la grève de tous ceux qui veulent se battre aux côtés des ouvriers.

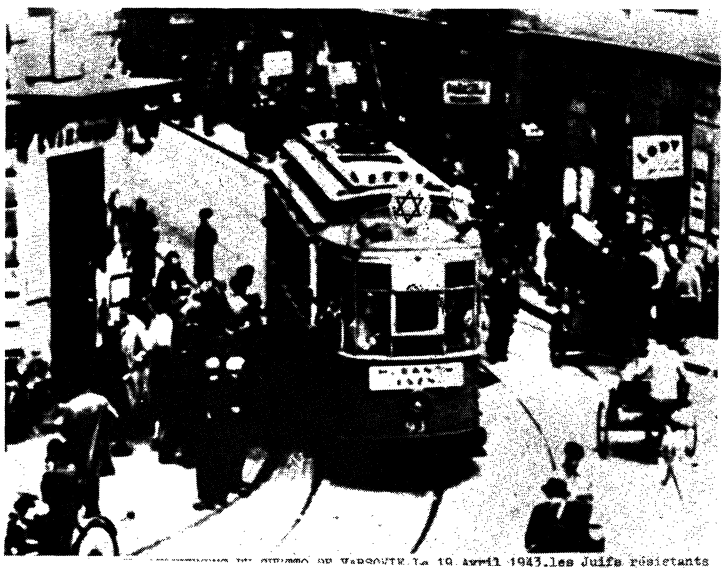
(V.O. RNUR Bâtiment C n° 232).

Il y a 25 ans : L'insurrection du Ghetto de Varsovie

Mieux vaut mourir debout

IL y a 25 ans, dans la nuit du 18 au 19 avril 1943, des unités formées de S.S., de miliciens ukrainiens, lettons et lithuaniens, cernaient ce qui avait été le ghetto de Varsovie pour tenter d'exterminer les 40.000 juifs qui y demeureraient encore.

Ainsi commençait l'insurrection du ghetto qui devait se terminer à la mi-mai, un mois plus tard. A ce moment-là, plus une seule maison ne restait debout et les rares survivants tentaient de s'échapper par les égouts. Et si l'insurrection juive fut vaincue par l'énorme machine de guerre allemande les combattants du ghetto, demeurent un symbole pour tous ceux qui ne veulent pas accepter sans combattre le sort auquel on les destine, même si ce sort est la mort et que leur combat mène lui aussi à la mort.



Le tramway qui ne circulait qu'à l'intérieur du ghetto était marqué de l'étoile de David. (Photo A.F.P.)

De nombreux historiens se sont demandés, et le débat a rebondi récemment, pour quelle raison les juifs, dans leur écrasante majorité, s'étaient laissés massacrer sans combattre ?

Car il faut rappeler qu'au moment de l'insurrection il ne restait que 40 000 juifs sur les 430 000 que comptait Varsovie en mai 1941. Un peu moins de 400 000 d'entre eux étaient morts de faim, de froid, de misère ou dans les camps de la mort.

En fait, jusqu'à la fin l'immense majorité de la population juive garda l'espoir qu'en restant passive et en refusant de s'opposer à l'administration allemande elle réussirait, malgré tout, à s'en tirer.

Les autorités allemandes avaient d'ailleurs tout fait pour accréditer cet espoir illusoire.

L'occupant avait créé un Conseil juif pour diriger le ghetto afin de donner l'impression à la population juive que cette situation durerait de nombreuses années et que dans l'immédiat elle n'avait rien à craindre pour sa vie. Le président du Conseil juif adopta d'ailleurs la devise « Se taire, ne pas raisonner » qui résumait parfaitement la philosophie dominante de l'époque.

D'autre part, devant la famine persistante, l'administration allemande agita le mythe de « la bonne vie » dans les « camps de travail » en Allemagne. Camps qui s'appellent Dachau, Bergen-Belsen ou Birkenau. A la fin de 1941 les enfants crèvent comme des mouches, de faim, de froid, de privation. 5 000 Juifs se portent volontaires pour aller travailler dans les camps d'Allemagne, 10 000 dans les camps de Pologne car, comme l'écrit l'historien du ghetto Ringelblum, mort lui aussi en déportation, « Les nouvelles des « camps ne sont pas trop mauvaises. « Cela encouragera nombre de gens « à se présenter à l'embauche. » (Chroniques du Ghetto). Au moins 20 000 Juifs poussés par la faim iront volontairement à l'Umschlag (la place des déportations) car dans les camps « on mange mieux ». La fin du ghetto commença en juillet 1942. Du 22 juillet au 3 octobre 310 000 Juifs furent déportés. Le 5 août l'ordre d'extermination est donné. Le 21 septembre la SS prend en main l'administration du ghetto. Les 2 000 policiers juifs, qui s'étaient distingués dans leur zèle à déporter les autres, prennent le chemin des camps avec leur famille. Arrêtées en octobre 1942 les déportations reprirent en janvier 1943. Et c'est en avril, avec l'artillerie de campagne, l'aviation, les mortiers, les tanks et les lances-flammes, que les nazis tentèrent de venir à bout des survivants dont 600 à 700 seulement étaient armés.

C'est pourquoi, si la population juive se fit massacrer sans combattre, c'est que jusqu'au bout elle ne crût pas à la mort horrible qu'on lui destinait.

Jusqu'à la fin elle garda l'espoir de s'en tirer quand même. Il fallut la déportation de 90 % des habitants du ghetto pour qu'enfin les derniers s'insurgent et fassent le choix de mourir les armes à la main pour se sentir, comme l'écrivirent les survivants, « enfin libérés de leur peur ».

Et cette passivité de la population juive, c'est finalement la passivité qui fait accepter aux peuples, à tous les peuples, les guerres, les crises, l'exploitation quotidienne.

Par une ironie de l'histoire, un autre peuple, qui a connu lui aussi la vie des camps vingt ans durant, se lève aujourd'hui pour tenter de reconquérir sa dignité : le peuple arabe de Palestine qui sort peu à peu du silence dans lequel il était prostré depuis 1948. Il a, là aussi, fallu qu'en juin dernier des milliers d'Arabes trouvent la mort devant les troupes israéliennes pour que les Palestiniens comprennent que mieux valait prendre les armes que d'attendre la mort lente dans les camps de réfugiés.

Et peut-être les jeunes Juifs d'Israël, qui ne saisissent toujours pas comment leurs frères d'Europe ont pu se laisser massacrer sans combattre, réaliseront-ils un jour que c'est justement parce qu'il ne veut pas suivre la même voie que le peuple arabe de Palestine tourne aujourd'hui ses armes contre eux.

Car l'Arabe palestinien, tout comme le Juif varsovien ou le Noir américain, lutte parce qu'il a conscience qu'il n'a plus rien à perdre.

Et combien faudra-t-il de nouvelles victimes de la bourgeoisie, pour que tous ceux qu'elle opprime prennent eux aussi conscience qu'en luttant ils n'ont à perdre que leurs chaines.

L. STERN.

Pendant l'insurrection les S.S. et deux prisonniers. (Photo A.F.P.)

VOIX OUVRIERE

Rédaction - Administration :
29, rue de Chateau-Landon, Paris-10e.

Parution hebdomadaire :
En vente le mercredi.

Prix : 1 F.

Abonnement :
6 mois : 15 F.
1 an 25 F

Abonnement de soutien :
6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de
Maurice SCHROEDT
C.C.P. PARIS 9424-78

Imprimerie - Composition
Duhen, rue Philippe-de-Girard Paris-18e

Resp. pub. M. Schroedt
Impr. « Rotoffset », 77-Meaux
Distribué par les N.M.P.P.

GRÈCE

UN AN DE DICTATURE

IL y a un an, au matin du 21 avril 1967, la Grèce se réveillait sous un régime de dictature, amené en une nuit par un coup d'Etat militaire.

Depuis la répression n'a pas cessé ; elle s'est d'ailleurs de nouveau accentuée ces derniers temps en prévision de « l'anniversaire du « putsch des Colonels », la junte craignant des manifestations contre le nouveau pouvoir.

Comme toute dictature, celle des militaires grecs ne s'est pas contentée d'arrêter et d'emprisonner l'extrême-gauche. Et de nombreux députés de l'Union du Centre sont aussi en prison aujourd'hui.

Leur leader, Georges Papandréou, en résidence forcée à Cestri, vient de faire une déclaration qui résume la situation depuis un an : « Le coup « d'Etat militaire du 21 avril 1967, « a aboli toutes les libertés, no- « tamment celle de la presse et de « la parole : personne ne peut émet- « tre un mot de critique sans être « passible du tribunal militaire (...). « En fait même sans prononcer une « parole, des milliers de citoyens « sont arrêtés et déportés dans les « îles désolées, sous la stricte sur- « veillance de la police. »

Mais si Papandréou est aussi une des victimes des militaires au pouvoir, il n'en reste pas moins un homme de la bourgeoisie, ayant défendu les intérêts du capital contre le prolétariat durant toute sa carrière politique.

Aujourd'hui la Grèce est aux mains de dictateurs militaires, à cause de la politique menée par l'extrême-gauche, c'est-à-dire par l'E.D.A. (couverture légale du P.C. interdit).

Au lieu de mobiliser le prolétariat sur ses objectifs propres et de l'armer, moralement, politiquement, physiquement, pour la prise du pouvoir, l'E.D.A. en a fait uniquement une force de soutien à Papandréou.

Alors que depuis 1966, des grèves dures, des manifestations violentes, la plupart du temps spontanées, montraient la combativité des travailleurs grecs, leurs organisations leur laissaient croire que les élections allaient tout changer.

L'E.D.A. avançait hardiment les « voies parlementaires » vers... la démocratie, et trompait les masses en les envoyant aux urnes.

Et s'il est une leçon que l'on doit tirer de la tragédie du peuple grec, c'est que les travailleurs ne peuvent compter sur le bulletin de vote pour changer leur sort.

Car, lorsqu'il est apparu à l'extrême droite que la gauche risquait de l'emporter aux élections du 28 mai 1967, les colonels ne se sont pas embarrassés de « légalité ».

A un mois des élections, en une nuit, la junte faisait arrêter tous les militants de gauche et « démocrates » et s'appuyant sur la force armée, prenait le pouvoir.

Et la gauche grecque, pourtant si soucieuse elle, de la légalité, se voyait reprocher un soi-disant « complot communiste » qui aurait visé à faire la révolution.

Malheureusement pour le peuple grec il n'était nullement dans les desseins de Papandréou, ni de l'E.D.A. d'armer le prolétariat !

La brochette d'officiers qui prit le pouvoir il y a un an. Au centre, Constantin qui, lui, depuis a pris la route de l'exil. (Photo U.P.I.)

Aujourd'hui, les observateurs s'interrogent. La résistance armée va-t-elle reprendre en Grèce ? Le prolétariat grec va-t-il accepter la férule des colonels ?

A cela, personne ne peut répondre.

Ce qui est sûr, c'est que les ouvriers et les paysans grecs sont défaits. C'est que la plupart des militants, des organisateurs, sont dans les bagnes : et que de toute manière le combat de ceux qui sont encore en liberté sera extrêmement difficile. D'autant plus difficile que leurs organisations les ont trahis et démoralisés en leur laissant croire qu'on pouvait changer quelque chose en votant pour un Papandréou ou autre Mitterrand !

Mais il y a sûrement une chose que le prolétariat grec sait aujourd'hui. C'est que les « voies parlementaires » n'existent en Grèce comme ailleurs, que pour le détourner de son véritable but, qui est la prise du pouvoir, qui est la révolution.

Catherine OLIVIER.

A POINTE-A-PITRE JUSTICE EST FAITE LES ASSASSINS N'ONT PAS ÉTÉ INQUIÉTÉS

(Suite de la première page)

petits planteurs et exploitent ces derniers depuis des générations ? De quelles peines faudrait-il frapper les patrons, entrepreneurs qui maintiennent les travailleurs antillais à la limite de la misère. Et surtout de quelles peines faudrait-il frapper les responsables de la tuerie et leurs hommes de main : l'administration française en Guadeloupe et ses C. R.S., légionnaires, son préfet ? Car si pour une voiture incendiée on inflige 18 mois de prison, quelle peine s'applique alors à l'assassinat pur et simple, prémédité, d'hommes désarmés ?

Ce n'est pas ce procès, celui des exploiteurs des peuples des Antilles, celui des responsables de la tuerie, qui s'est tenu à Pointe-à-Pitre.

Mais ce procès, celui du colonialisme français, le jour n'est plus très éloigné où les Antillais le tiendront.

Sylvie GRENET.